

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.

### Antonio Guterres, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU):

"L'égalité des genres est essentiellement une question de pouvoir, et de pouvoir dans un monde encore largement dominé par les hommes, avec une culture encore largement patriarcale".

### Mathias Otounga Ossibadjou, ministre de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement des territoires:

"Les collectivités locales doivent donc être des promoteurs de développement. La mise en œuvre dans les tout prochains jours des organes de la décentralisation permettra une meilleure visibilité de celle-ci".

### Olivier Abel Nang Ekomiye, ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme:

"L'accès à un logement décent, première cible des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, est un droit fondamental qui nécessite la mobilisation de tous les acteurs intervenant, ou non, dans le secteur de l'Habitat".

### Paskhal Nkoulou, président du Bloc démocratique populaire (BDP):

"En convoquant les parlementaires réunis en Congrès, le président de la République fait preuve de courage, de transparence et de respect de son engagement de servir le Gabon".

### Joséphine Ankomah, directrice de la Banque commerciale du Groupe Ecobank:

"2020 a été une année de défis sans précédent en raison de la pandémie à Covid-19. Il a fallu faire preuve de résilience et d'innovation. Nous avons dû repenser notre activité et proposer des solutions innovantes pour aider nos PME clientes à traverser les difficultés engendrées par la pandémie".

### Cédric Achille Mbeng, auteur de l'ouvrage "Sortir du colapsus économique. Reconstruire la puissance africaine":

"Il faut doter le continent, région par région, d'une colonne vertébrale industrielle. Il faut mutualiser les ressources financières et techniques pour permettre à l'Afrique de devenir une puissance, de fabriquer ce qu'elle consomme et donner de l'emploi à sa population".

# Fusion-absorption: le PPG et l'AEG ne font plus qu'un

**LE** Parti pour le peuple gabonais (PPG) a décidé de se faire absorber par l'Association Agir ensemble pour le Gabon (AEG).

Josiane MBANG NGUEMA  
Libreville/Gabon

**S**AMEDI écoulé, à l'auditorium de l'École normale supérieure (ENS), le Parti pour le peuple gabonais (PPG) a perdu définitivement son identité politique en décidant de fondre dans l'Association Agir ensemble pour le Gabon (AEG).

Une fusion-absorption voulue, en toute âme et conscience, par son président Pascal Tongo (et les siens), après avoir pesé le pour et le contre.

Le paraphe des documents, après les discours circonstanciés, notamment avec le président d'Agir ensemble pour le Gabon, Brice Arnaud Ondo Minko, est venu officialiser l'acte majeur de cette fusion. "Par cette fusion-absorption, nous tenions à devenir une partie entière de l'AEG. C'est désormais



Les deux partis formalisant la fusion-absorption.

sous cette appellation que nous nous reconnaitrons politiquement. Ensemble, avec les 2 500 membres que j'apporte, nous allons contribuer à faire de notre nouvelle entité politique une force de propositions aux côtés du Parti démocratique gabonais (PDG), en soutien aux idéaux politiques et à l'action du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba", a déclaré le désormais ex-pré-

sident du PPG, Pascal Tongo. Une vision qui fait suite à l'appel que lançait le président de la République, Ali Bongo Ondimba – par ailleurs Distingué camarade président (DCP) du parti au pouvoir – demandant aux composantes politiques et autres personnalités désireuses, de réintégrer "la maison du père". À moins, comme c'est le cas avec AEG, de soutenir

sa politique dans le cadre d'un rapprochement au sein de la mouvance présidentielle. Notons que l'Association Agir Ensemble pour le Gabon a été fondée, il y a un an, pour défendre "les valeurs républicaines du Gabon que sont l'unité nationale, le travail qui valorise l'idée d'agir ensemble, et la justice sociale".

## La Semaine Indifférence cruelle

CONTRAIREMENT aux deux semaines précédentes, celle qui s'est achevée hier n'était pas particulièrement pourvue du point de vue de l'actualité. Très peu d'événements d'ampleur ou d'intérêt ont été enregistrés. Ce qui aura attiré davantage l'attention des observateurs est sans doute les faits relevés sur le front social.

Notamment la situation des agents de la Société gabonaise de transport (Sogatra), le sit-in devant le ministère de la Fonction publique des retraités civils et militaires, et dans une certaine mesure, le constat fait par le ministre de la Santé, Guy-Patrick Obiang Ndong, quant à l'état de vétusté avancée du Centre hospitalier universitaire d'Owendo (CHUO) cinq ans seulement après sa mise en service officielle...

Que dire sur ce dernier fait, si ce n'est qu'il s'agit ici encore du sempiternel problème de gestion des infrastructures publiques dans

notre pays, cela depuis leur construction jusqu'à leur entretien. Malheureusement, on aura toujours du mal à désigner qui en est le responsable. On va crier, se plaindre, en attendant que l'État débloque encore des sous, et souvent pour les mêmes résultats. Que dire sur la situation des retraités? Le constat est qu'ils se battent depuis plusieurs mois, mais le gouvernement semble faire la sourde oreille. Manifestement leur passage à l'Assemblée nationale n'a pas fait bouger les lignes. Sans doute que l'on leur demande encore beaucoup de patience. Mais jusqu'à quand? Surtout pour des gens qui ont déjà atteint le troisième âge...

La situation à la Sogatra où les agents sont au bord de la crise des nerfs (s'ils n'y sont pas déjà) a été révélée par les syndicats de ladite société étatique qui dénoncent le non-paiement de 10 mois d'arriérés de salaires et de 8 mois de prime Covid-19.

Ces derniers menacent même d'entrer en grève si on ne leur paye pas au mois 3 mois sur les 10.

Ces agents demandent pourquoi, le Trésor public ne brandit les "problèmes de liquidité" que lorsqu'il s'agit du paiement de leurs salaires. Non sans soupçonner cette administration du ministère du Budget de "ne pas mettre en application les instructions du gouvernement et du chef de l'État..."

Face à une telle situation, on peut se demander comment ces pères et mères de famille font pour vivre dans une ville comme Libreville reconnue pour être parmi les plus chères du monde. Alors, le Trésor public serait-il indifférent devant le martyre des agents de la Sogatra? Si tel était le cas, ce serait vraiment une indifférence cruelle.

ONDOUBA'NTSIBAH